

## UNE DÉLÉGATION DU RCD REÇUE AU PARLEMENT EUROPÉEN À BRUXELLES

# Marche, suite et pas fin

**C'est un eurodéputé qui compte, Daniel Cohn-Bendit, qui a reçu la délégation RCD hier à Bruxelles. Nordine Aït-Hamouda, vice-président de l'APN, Rafik Hassani, député-France, et Youcef Merrouche, relations internationales, député honoraire, ont axé leurs discussions avec Cohn-Bendit autour de trois éléments-clefs, pivots.**

**De Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

L'illégitimité des institutions algériennes actuelles, la corruption à grande échelle et la fraude massive qui a entouré tous les scrutins électoraux algériens des dernières années.

Surtout celui de la présidentielle de 2009. Rafik Hassani : «Nous n'avons pas attendu WikiLeaks ou

les confidences de diplomates américains en poste pour dénoncer la fraude et le caractère illégitime illégal de la présidentielle passée.»

Aït-Hamouda, le fils du colonel Amirouche : «La corruption à la tunisienne n'est rien par rapport à celle prévalant en Algérie.»

Pour le vice-président de l'Assemblée, «le budget de l'Algérie dépasse

les budgets de la Tunisie et du Maroc réunis».

«Vu, continuera-t-il, l'immense pactole en jeu et l'absence de démocratie et de transparence, la corruption en Algérie est phénoménale, rien à voir avec les détournements des Ben-Ali-Trabelsi.»

Rencontrés juste après leur rencontre avec Daniel Cohn-Bendit, les représentants du RCD ont

déclaré au *Soir d'Algérie* avoir eu le sentiment que le président du groupe des Verts européens a été «réceptif» à leur message.

Dans l'après-midi, la même délégation devait être reçue par d'autres eurodéputés dont l'Italienne M<sup>me</sup> Vergia du groupe Gue-Ngn (Gauche unitaire). Daniel Cohn-Bendit, élu sur la liste de France Europe-Ecologie,

est co-président du groupe vert au Parlement européen. Groupe portant le nom de Alliance libre européenne.

Grande gueule, très actif, remuant, Cohn-Bendit a des relais et des réseaux importants en Algérie.

Depuis la Tunisie et, hier, l'Égypte, les institutions européennes sont assises sur du charbon

ardent, brûlant. Elles ne peuvent plus ignorer les autres composantes de la Rive-Sud, les autres rives-Sud, l'opposition et les sociétés civiles.

Daniel Cohn-Bendit a-t-il ouvert avec Aït-Hamouda, Rafik Hassani et Youcef Merrouche l'après-Ben-Ali, vu de Bruxelles ? Tout le laisse à penser.

A. M.

## ÉTUDIANTS DE L'USTO

# Les actions de protestation se multiplient

**Depuis le début de l'année universitaire, des actions de protestation (sit-in, arrêt de cours, blocage des accès de l'enceinte universitaire) se sont multipliées sur le campus de l'USTO, pour s'élever contre les conditions d'enseignement, le volet social et l'application du système LMD.**

La dernière action en date s'est déroulée hier matin avec, une fois de plus, le blocage de l'accès à l'Ecole d'architecture, et ce, durant toute la matinée.

Il s'agit d'une action initiée par l'organisation UGEL avec l'appui de près d'une cinquantaine d'étudiants inscrits dans le système LMD de l'Ecole d'architecture.

Une fois de plus, c'est le système LMD qui est remis en cause alors que, lors de son introduction dans l'université algérienne, il avait obtenu le soutien de ces mêmes organisations estudiantines.

Aujourd'hui, il semble qu'il y ait un revers qui, à l'époque, n'avait pas été pressenti par les étudiants. En effet, l'UGEL entend dénoncer les conditions d'accès au master qui a été limité lorsque dans d'autres spécialités, il n'a pas été carrément bloqué. Pour ce qui est des étudiants en architecture, le LMD se confirme comme étant une voie de garage sans plus, nous ont confié des étudiants qui estiment même avoir été trompés. Une licence en architecture, cela

matinée, une délégation d'étudiants devait être reçue par l'administration de l'Université.

Par ailleurs, il y a quelques jours, une autre action de protestation a touché les étudiants de l'Ecole préparatoire en sciences économique et technique avec le même procédé, à savoir le blocage des cours.

Les étudiants voulaient que leur situation soit clarifiée notamment par des points relatifs aux critères de sélection, d'orientation, l'introduction ou non du

LMD, la possibilité au terme de deux années de s'inscrire au master pour les recalés du concours d'entrée dans les grandes écoles, etc.

Ainsi, le malaise qui traverse la société algérienne n'épargne pas le monde universitaire avec des étudiants de plus en plus inquiets, quant à leur avenir et qui prennent d'autant conscience de l'approximation et des ratés de la politique nationale de l'enseignement universitaire.

Fayçal Moulay

## La contestation gagne les lycées de Tizi-Ouzou

**Les lycéens de Tizi-Ouzou ville ne veulent pas rester en marge du mouvement de contestation lancé, il y a quelques jours, dans la capitale avant de gagner plusieurs autres localités de l'Algérie profonde, comme c'était le cas la semaine dernière à Tizi-Gheniff, au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou.**

«C'est un mouvement qu'on a improvisé en dernière minute», affirme un lycéen parmi ceux ayant fait le tour de la ville pour convaincre, sans trop de mal, leurs camarades des autres établissements du secondaire de Tizi-Ouzou de prendre part à la manifestation.

Ils étaient finalement plusieurs centaines à se retrouver dans le centre-ville pour crier haut des slogans hostiles au ministre de l'Education et dénoncer la sur-

charge des programmes à laquelle ils sont soumis de la part de leurs enseignants qui, assurent-ils, ne savent pas, eux non plus, comment s'y prendre pour boucler le programme.

«Cette marche est un avertissement», déclare un autre lycéen sous le regard médusé d'un policier par tant d'énergie de la part de ce jeune qui haranguait la foule. «On n'est pas là pour casser ou faire du grabuge. On veut juste que le ministre nous entende. Nous sortirons jusqu'à ce qu'ils nous écoutent», répond-il à la question de savoir si ce mouvement enclenché en milieu de matinée est parti pour durer.

Les lycéens protestataires ont décidé de transmettre leurs doléances à la Direction de l'éducation et assurent que, dans le cas où ils ne reçoivent pas de réponse positive, ils endurciront leur mouvement la semaine prochaine.

A. M.

## AKBOU

# Des villageois en colère ferment les RN26 et 9 à la circulation automobile

**Des citoyens du village de Riquet, relevant de la commune d'Akbou, ont procédé, hier mercredi, à la fermeture de la RN26 à la circulation automobile, à l'entrée de la ville, pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie à travers notamment la construction d'infrastructures de loisirs, une agence postale et un service de qualité, selon une source locale.**

Par leur geste, les citoyens protestataires entendent également dénoncer le problème de la perturbation dans la distribution de l'eau potable et les fré-

quentes coupures d'électricité qui empoisonnent la vie des villageois.

Au niveau du quartier Colonel-Amirouche d'Akbou, c'est le même son de cloche.

Exaspérés par le récurrent problème de coupures d'électricité et de distribution d'eau potable, les habitants du quartier ont fermé le siège de leur mairie pour protester contre la dégradation de leurs conditions de vie, qu'ils jugent déplorables.

On croit également savoir de source crédible que le maire d'Akbou, Abderrahmane Bensebaâ, qui a rejoint les rangs du RND, aurait déposé sa démission auprès du chef de la daïra d'Akbou. On ignore, pour le moment, ce qui a motivé sa décision de se retirer

de la gestion des affaires de la municipalité. Une autre manifestation de protestation est aussi signalée dans les localités du littoral où les villageois de Souk-El-Khemis, municipalité d'Aokas, ont fermé la RN9 à la circulation automobile dans l'espoir de se faire entendre par les autorités concernées.

Les animateurs de ce mouvement de protestation qui ont fortement perturbé durant la journée d'hier le trafic routier sur cette importante voie de communication reliant la wilaya de Béjaïa et les deux wilayas de Sétif et de Jijel demandent, entre autres, la réalisation d'une route vers leur village et une distribution équitable de l'eau potable.

A. K.

## EL-AMRA (AÏN-DEFLA)

# Des citoyens bloquent la route

Des citoyens du douar El-Bouajda se sont rassemblés ce matin dès 8 h pour bloquer la circulation sur le CW 3 dans la daïra d'El-Amra, pour protester contre les conditions difficiles auxquelles ils sont confrontés au quotidien, notamment l'absence d'assainissement et de l'éclairage public. Aussitôt alertés, les responsables locaux se sont rendus sur les lieux.

Le chef de daïra et le maire, après avoir entendu les doléances des citoyens, ont invité les représentants des contestataires à se rendre à la mairie où toutes les preuves leur ont été fournies quant à l'inscription de doléances dans le plan communal de développement (PCD) 2 011.

Convaincus que leurs problèmes seront résolus, les contestataires ont levé le barrage établi durant plus d'une heure, et la circulation a pu de nouveau reprendre.

N. M.

## Appel

L'Algérie connaît une dynamique citoyenne de protestations et de revendications sociales et politiques.

Cette dynamique, portée essentiellement par la jeunesse, est soutenue néanmoins par l'ensemble des franges de la société. Les journalistes algériens qui n'ont de cesse de revendiquer l'ouverture du champ médiatique et la liberté de la presse laminée notamment au nom d'un état d'urgence anachronique, ne peuvent rester en marge d'une telle dynamique.

Comme le reste des segments socioprofessionnels, sinon plus, la corporation des journalistes est plus que jamais interpellée. C'est pourquoi nous nous proposons de nous joindre à la Coordination nationale pour le changement et la démocratie.

Pour ce faire, nous avons décidé de nous organiser en un Comité national pour la liberté de la presse (CNLP).

Nous appelons l'ensemble des journalistes convaincus de l'impératif de l'instauration d'un Etat de droit où les libertés et la citoyenneté sont consacrées à se mobiliser pour porter haut cette revendication démocratique en cette phase décisive de l'histoire de notre pays.

Contact : liberteepresse@hotmail.com

**Signataires :**

Rabah Abdellah, Saïd Chekri, Abdelhalim Mouhou, Lyes Menaceur, Amina Azoune, Naïma Boularas, Salima Akkouche, Nawal Imesaoudène, Mehdi Mehenni, Mohand Aziri, Hacen Ouali, Lyas Hallas, Madjid Makedi, Arab Chih, Aomar Ouali, Karim Kebir, Méziane Rabhi.